

# A 100 DOLLARS LE BARIL...



Par **Michel Moreaux**, chercheur à l'institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

**D**es catastrophes climatiques à répétition, des oiseaux dont les dates de migration dérivent ; des vendanges avancées d'un mois par rapport au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; des arbres dont la croissance s'accélère de 10 à 25 %, dans le même temps... Les signes d'une modification du climat ne manquent pas.

L'homme et sa boulimie d'énergies fossiles ne sont pas pour rien dans ce réchauffement climatique. Mais est-il prêt à changer ses habitudes ? Le Salon de l'automobile vient de battre son record d'affluence. Il existe des tendances sociétales lourdes qu'il serait puéril de nier.

Même si la Russie, comme c'est probable, adhère au protocole de Kyoto et le rend exécutoire, nous brûlerons tout le pétrole et tout le gaz naturel dont nous disposons. Du moins tout le pétrole et tout le gaz dont le coût marginal de mise à disposition, coûts d'exploration compris, n'est pas supérieur au coût marginal d'approvisionnement en d'autres sources d'énergie. A court terme, les alternatives sont limitées et rien ne s'oppose donc à ce que le prix du baril de brut atteigne de nouveaux sommets, pourquoi pas 100 dollars ? A long terme, les possibilités de substitution seront plus ouvertes.

Elles sont au nombre de trois : l'énergie nucléaire d'abord, à condition de mettre en place un parc conséquent de surgénérateurs, avant que peut-être un jour la fusion se révèle être autre chose qu'une de ces chimères dont l'histoire des techniques ne manque pas. Le charbon ensuite, dont les stocks sont énormes et les coûts d'exploitation très bas. Mais les coûts de son adaptation à de nombreux usages sont élevés, ce qui limitera – heureusement – ses effets dévastateurs sur l'environnement. Les différentes déclinaisons de l'énergie renouvelable (photovoltaïque, éolien, biocarburants, etc.), enfin. Des énergies malheureusement dispersées, dont le coût d'accès est très élevé et ne diminuera pas avant au moins cent ans. Au total, seuls le nucléaire et le solaire sont susceptibles de constituer une réponse au double problème de l'effet de serre et du manque de pétrole. Et seul le nucléaire est pour l'instant compétitif en termes de coûts.

Nous disposons encore d'environ cinquante ans pour adapter notre parc de biens capitaux et/ou nos modes de vie. C'est assez long, vu la durée de vie de la plupart des biens d'équipement.

*“Seul le nucléaire est aujourd'hui une alternative compétitive en termes de coûts.”*

## L'Inde : l'autre défi

**D**errière le débat sur les délocalisations, l'opinion publique française, ignorant les mots faussement rassurants de ses dirigeants, redoute les immenses conséquences d'un fait : nous n'avons pas le monopole de l'intelligence et nous n'avons plus celui du marché. Dans un monde devenu petit, cela signifie qu'il va falloir partager les bénéfices comme les pouvoirs – ou bien courir plus vite, travailler davantage, mettre en jeu toutes les ressources d'un capital structurel considérable, mais un peu négligé et qui commence à rouiller.

La montée dans les instances internationales du vote Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine) bouleverse les conventions sur lesquelles est assis le confort de l'Occident ; la condamnation de la politique agricole commune, et de sa version française, est déjà prononcée. Le progrès du capital humain dans toute l'Asie est spectaculaire.

Dans la seule Inde du Sud, il s'ouvre chaque jour une école de technologie (programmation, biologie, génétique, etc.) et ce sont près de 6 millions de diplômés de

niveau supérieur qui entrent chaque année dans la vie active. L'illusion de conduire seul en tête la course à la valeur ajoutée ne tient pas longtemps devant des diplômés auxquels leur culture et leur religion traditionnelle, hindouiste, donnent une longueur d'avance sur nous, cartésiens rationnels, dans le domaine du numérique et de l'immatériel : le panthéon d'un temple hindou ressemble davantage à un jeu vidéo qu'une cathédrale.

Elle tient d'autant moins que l'Inde développe un positionnement à valeur ajoutée sur le marché mondial, en s'affirmant centre mondial d'externalisation et de délégation de services. Et pas sur des tâches à faible valeur ajoutée, répétitives et automatisables, comme en Chine. Elle s'affirme sur ce qui touche directement notre spécialisation dans les services à la personne et aux entreprises.

Peu importe dès lors que le vrai chiffre des délocalisations soit dérisoire, ou que les implantations françaises en Chine ou en Inde soient le meilleur moyen de s'ouvrir des marchés de demain ; frileuse devant la compétition, ralentie par l'assistance et les protections, la population française devine les enjeux que fait monter un monde qui s'ouvre. Le problème est qu'elle n'y voit pas opportunités, mais menaces, et tente de se protéger de ce qu'elle pourrait conquérir.



Par **Hervé Juvin**, président d'Eurogroup Institute.